

Marseille, le 6 avril 2022



**Adresse du Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT
aux Syndiqués des Bouches du Rhône**

Chères et chers Camarades,

Dimanche 10 avril se tiendra le 1^{er} tour de l'élection présidentielle, avant que les 12 et 19 juin se tiennent l'élection législative. Cette échéance importante intervient à la fin du quinquennat antisocial de Macron et de ses gouvernements.

Chacun d'entre nous mesure donc l'enjeu de ces élections, tant les attaques contre le monde du travail ont été violentes. Durant ces 5 ans, le « président des riches » n'a eu de cesse de poursuivre et amplifier les politiques mises en œuvre par les précédents gouvernements, en ayant comme seule boussole, la préservation des intérêts d'une minorité d'ultra-riches.

Chacun d'entre nous garde en tête la répression sanglante du mouvement des gilets jaunes, la gestion désastreuse de la pandémie de COVID, les conflits d'intérêts permanents avec les affaires Benalla, Blackrock, McKinsey, la réforme des retraites par points, les réformes Blanquer, la loi de transformation de la Fonction Publique, la fermeture de dizaines de trésoreries, de bureaux de poste, de centres de Sécurité Sociale, l'abandon de nos industries, les lois sécuritaires, l'annonce de la fermeture de la Centrale de Gardanne. Ces gouvernements sont même allés jusqu'à fermer 5 700 lits d'hôpitaux en pleine épidémie mondiale.

Et c'est maintenant la guerre qui leur sert d'argument pour préparer les populations à l'austérité et la pénurie, tout en laissant libre court aux spéculations des profiteurs de guerre. Cette guerre est une nouvelle fois, une guerre de capitalistes, où les populations sont sacrifiées sur l'autel des intérêts impérialistes. Aucune « union sacrée » ne justifiera la destruction de nos conquêtes sociales.

A chaque fois, dans notre département, la CGT a porté la contestation par l'action, pour permettre aux travailleurs d'envisager autre chose que la fatalité ou la résignation. Car les moyens existent pour répondre aux besoins des salariés, des retraités, des privés d'emploi et, plus largement, des populations. Les dividendes et les centaines de milliards qui ruissèlent chaque année sur les têtes du patronat en attestent.

.../...

Dans cette bataille, il nous faut aussi lutter sans relâche contre les idées d'extrême droite qui infusent dans notre société. Car, comme toujours, la classe dominante, soucieuse de préserver ses intérêts, se montre prête à tout, y compris à jouer la carte de l'extrême droite pour diviser les travailleurs et installer la peur chez ceux qui oseraient relever la tête. Il n'y a point de salut pour les travailleurs de ce côté-là. C'est ce que nous avons exprimé lors de notre manifestation régionale le 18 mars dernier à Nice.

Dans un contexte où tout est fait pour empêcher le débat démocratique, il nous faut aussi faire face à la désespérance politique alimentée depuis des années par les différents pouvoirs et qui pousse un grand nombre des nôtres à ne plus participer au vote. Car pendant ce temps, un grand nombre de candidats rivalisent d'imagination pour proposer des reculs sociaux comme le report de l'âge de départ à la retraite, la suppression de postes de fonctionnaires, la remise en cause de notre salaire socialisé que sont nos cotisations, etc...

À l'opposé de cela, la CGT 13 revendique la retraite à 60 ans, l'augmentation générale des salaires, une politique industrielle génératrice d'emplois et respectueuse de la santé des travailleurs et de l'environnement, la reconquête de Services Publics de proximité et de pleine compétence, une Sécurité Sociale renforcée.

Portant la défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi la transformation sociale par la sortie du capitalisme (notre double besoin), la CGT dans notre département a toujours pensé que les enjeux des élections nous concernent pleinement. Dans ce cadre, nous ne faisons pas partie de ceux qui disent que notre camp politique n'est pas représenté dans cette élection. Ce pour quoi nous luttons au quotidien, doit aussi se retrouver le dimanche dans les urnes. C'est pourquoi nous estimons que, plusieurs sont les candidats de notre camp, soucieux de porter la défense des intérêts des travailleurs.

Partant de là, tout en laissant le choix entre ces différentes propositions, il est de notre responsabilité de dire aux travailleuses et travailleurs de ce pays que leur intérêt impose que les candidats qui portent autre chose que la régression sociale fassent le meilleur score possible. La CGT a sa part à faire dans l'élévation du mouvement social, mais aussi, dans le recul électoral des forces réactionnaires.

Même si nous savons bien dans ce département que, quelles que soient les issues de ces élections, la CGT devra toujours remplir son rôle, il est de notre responsabilité de faire face aux enjeux, de convaincre les nôtres de l'intérêt du vote et de mettre en œuvre ce qui nous revient, pour faire battre ceux qui portent la régression sociale.

Bien fraternellement.



Olivier MATEU
Secrétaire Général de l'UD CGT 13